

30 m

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 22 FEVRIER 2019**

COUR D'APPEL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi 08 Février deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

Madame **N'DRI PAULINE**, Président du Tribunal ;

RG 4093 /2018

Messieurs **KOKOGNY SEKA VICTORIEN, SAKO FODE KARAMOKO, TANOE CYRILLE et AKA GNOUMON**, Assesseurs ;

JUGEMENT CONTRADICTOIRE/

Avec l'assistance de Maître **BAH STEPHANIE**, Greffier ;

DEFAULT

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

DU 22/02/2019

MADAME COULIBALY  
MARIAM

**MADAME COULIBALY MARIAM**, née le 04/10/1977 à la maternité d'Adjamé 220 logements, de nationalité ivoirienne, commerçant, domiciliée à Abobo PK 18 N'DOTRE, 13 BP 3108 Abidjan 13, téléphone 05 10 50 08/87 21 60 35 ;

C/

Demanderesse;

1/ SONAM GENERALE  
ASSURANCES COTE D'IVOIRE EX  
ALLIANCE AFRICAINE  
D'ASSURANCES DITE 3A

D'une part ;

(SCPA KOUASSI ROGER ET  
ASSOCIES)

Et

2/ MONSIEUR TIDIANE SANOGO

**1/SONAM GENERALE D'ASSURANCES COTE D'IVOIRE EX ALLIANCE AFRICAINE D'ASSURANCES DITE 3A, société anonyme au capital de 2.000.0000.000fcfa, dont le siège social est sis à Abidjan plateau, Avenue Noguès, immeuble TRADE CENTER, 3<sup>ème</sup> étage, 17 BP 477 Abidjan 17, téléphone 20 32 33 97/20 32 33 98,**

DECISION

CONTRADICTOIRE/DEFAULT

Déclare l'action de  
Madame COULIBALY  
MARIAM irrecevable pour  
procédure prématurée ;

Laquelle a élu domicile au cabinet KOUASSI ROGER ET ASSOCIES, Avocats près la cour d'appel d'Abidjan y demeurant Abidjan cocody Rue B. immeuble 2 canebière, 2<sup>ème</sup> étage, porte 10, 04 BP 1011 Abidjan 04, téléphone 22 44 72 51/ 22 44 49 75 ;

Condamne la  
demanderesse aux  
entiers dépens de  
l'instance.

2/MONSIEUR TIDIANE SANOGO, majeur, de nationalité ivoirienne, propriétaire et civilement responsable du véhicule de marque MERCEDES, type 208BD 19, immatriculé 835 FU 01, domicilié à Abobo Avocatier, téléphone 07 02 41 91 ;

Défendeurs;

D'autre part ;





Enrôlée pour l'audience du 06 Décembre 2018, l'affaire a été appelée, puis renvoyée à l'audience du 07/12/2018 pour attribution ;

Une instruction est ordonnée avec le juge KOKOGNY SEKA VICTORIEN et renvoyait l'affaire au 11/01/ 2019 ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 031/18 ;

A cette date, la cause étant en état d'être jugée, elle a été mise en délibéré pour décision être rendue le 22/02/2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ainsi qu'il suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier de Justice en date du 27 Novembre 2018, Madame COULIBALY MARIAM a fait servir assignation à la SOCIETE SONAM GENERALE ASSURANCES SA, EX-ALLIANCE AFRICAINE D'ASSURANCES dite 3 A, SA et Monsieur TIDIANE SANOGO, d'avoir à comparaître le 06 décembre 2018 devant le Tribunal de ce siège aux fins d'entendre :

- Homologuer le rapport d'expertise médicale réalisé par le professeur ADOU AKAI ;
- Condamner monsieur SANOGO TIDIANE sous la garantie de l'Africaine d'Assurances dite 3A, devenue SONAM GENERALE ASSURANCES COTE D'IVOIRE à lui payer la somme totale de 2.948.664 FCFA ainsi répartie :
  - 360.000 FCFA au titre de l'ITT ;
  - 172.800 FCFA au titre de l'IPP ;
  - 144.000 FCFA au titre du pretium doloris ;
  - 288.000 FCFA au titre du préjudice esthétique ;
  - 578.880 FCFA au titre des intérêts de retard du paiement des indemnités ;
  - 50.000 FCFA au titre du certificat médical d'hospitalisation ;
  - 50.000 FCA au titre du certificat médical ;
  - 50.000 FCA au titre du certificat de prolongation ;
  - 50.000 FCA au titre du certificat de guérison ;
  - 100.000 FCFA au titre du coût du rapport d'expertise ;



- 573.115 FCFA au titre du coût des ordonnances et actes médicaux ;
- 5.000 FCA au titre du coût du constat d'accident ;
- 526.869 FCFA au titre des pénalités de retard du remboursement des frais ;
- Ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant toute voie de recours ;
- Condamner les défendeurs aux entiers dépens ;

Au soutien de son action, Madame COULIBALY MARIAM expose que le 30 décembre 2016, alors qu'elle venait juste de descendre d'un minicar de transport commun de passagers, un autre véhicule de transport commun de marque Mercedes, immatriculé FU 835 01, appartenant à Monsieur TIDIANE SANOGO, conduit au moment des faits par Monsieur SOUMAHORO ABOU et assuré par la société ALLIANCE AFRICAINE D'ASSURANCES dite 3 A, SA est passé sur son pied lui causant de graves blessures;

Elle explique que les agents de la préfecture de police d'Abidjan ont dressé un procès-verbal de constat dudit accident ;

Elle relève que cet accident lui a causé divers préjudices corporels ;

Elle déclare avoir sollicité et obtenu de la juridiction présidentielle du tribunal de première instance d'Abidjan une ordonnance aux fins d'expertise médicale ;

Elle indique que le professeur ADOU AKAI, désigné par cette juridiction a écrit à la société Alliance Africaine d'Assurances qui s'est fait représenter au cours de cette expertise par le professeur SANGARE IBRAHIM SEGA ;

Elle précise que cette expertise réalisée a révélé :

- Une ITT de 180 jours ;
- IPP : 4%
- Pretium doloris : Modéré, soit 20 % ;
- Préjudice esthétique : Moyen, soit 40 % ;

Elle estime avoir engagé du fait de cet accident, divers frais d'un montant de 878.115 FCFA pour lesquels elle sollicite le remboursement ;

Elle soutient avoir transmis au vu des différents documents sa proposition d'indemnisation mais l'assureur lui propose un montant en deçà de ce à quoi elle est en droit de prétendre ;

Elle considère que cette attitude de la défenderesse s'analyse en un refus d'indemnisation ;



Elle sollicite donc du tribunal qu'il accueille favorablement ses prétentions susmentionnées ;

En réplique, la société SONAM GENERALE ASSURANCE plaide limine litis l'irrecevabilité de l'action pour procédure prématurée ;

Elle précise qu'il ressort de la lecture combinée des articles 231, 239, 247 et 249 du code CIMA que le délai de douze mois légalement prévu pour l'offre de transaction a été interrompu de sorte que la présente action qui intervient dans une période de moins d'un an doit être déclarée irrecevable;

Au fond, elle estime que les montants réclamés par la demanderesse sont excessifs de sorte qu'ils doivent être ramenés à de justes proportions en les fixant à 819.800 FCFA ainsi répartis :

- 172.800 FCFA au titre de l'IPP ;
- 144.000 FCFA au titre du pretium doloris ;
- 288.000 FCFA au titre de préjudice esthétique ;
- 215.000 FCFA au titre du remboursement des certificats médicaux et autres frais ;

Le défendeur TIDIANE SANOGO n'a pas conclu ;

#### **DES MOTIFS**

##### **EN LA FORME**

##### **Sur le caractère de la décision**

La défenderesse SONAM GENERALE ASSURANCE SA a comparu et conclu tandis que Monsieur TIDIANE SANOGO assigné à mairie n'a ni comparu ni conclu;

Il sied dès lors de statuer contradictoirement à l'égard de la première et par défaut à l'égard du second ;

##### **SUR LE TAUX DU RESSORT**

Aux termes de l'article 10 de la loi 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « les tribunaux de commerce statuent :

- En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;
- En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 2.948.664 FCFA ;





Ce montant étant inférieur à 25.000.000 FCFA, il y a lieu de statuer en premier et dernier ressort ;

### **SUR LA FIN DE NON-RECEVOIR DE L'ACTION**

La société SONAM GENERALE ASSURANCE plaide l'irrecevabilité de l'action de la demanderesse au motif que celle-ci est prématurée ;

Suivant L'article 231 alinéa 1 du code CIMA: « *Indépendamment de la réclamation que peut faire la victime, l'assureur qui garantit la responsabilité civile du fait d'un véhicule terrestre à moteur est tenu de présenter dans un délai maximum de douze (12) mois à compter de l'accident une offre d'indemnité à la victime qui a subi une atteinte à sa personne. En cas de décès de la victime, l'offre est faite à ses ayants droit tels qu'ils sont définis aux articles 265 et 266 dans les huit (8) mois du décès* » ;

Selon l'article 239 alinéa 2 dudit code, « Le litige entre l'assureur et la victime ne peut être porté devant l'autorité judiciaire qu'à l'expiration du délai de l'article 231. » ;

Aux termes de l'article 247 de ce code « lorsque l'assureur qui garantit la responsabilité du fait d'un véhicule à moteur n'a pas été avisé de l'accident de la circulation dans le mois de l'accident, le délai prévu au premier alinéa de l'article 231 pour présenter une offre d'indemnité est suspendu à l'expiration du délai d'un mois jusqu'à la réception par l'assureur de cet avis. » ;

L'article 249 du même code énonce : « si, dans un délai de six semaines à compter de la présentation de la correspondance, par laquelle l'assureur demande les renseignements qui doivent lui être adressés conformément aux articles 240 ou 241 ci-dessus, l'assureur n'a reçu aucune réponse ou qu'une réponse incomplète, le délai prévu au premier alinéa de l'article 231 est suspendu à compter de l'expiration du délai de six semaines et jusqu'à la réception de la lettre contenant les renseignements demandés. » ;

Il résulte de la combinaison de ces dispositions que l'assureur qui garantit la responsabilité civile, est tenu, soit de sa propre initiative, soit sur réclamation de la victime de lui faire une offre d'indemnité dans un délai d'un an à compter de la survenance de l'accident ;

Toutefois, ce délai d'un an est suspendu lorsque l'assureur n'a pas eu connaissance de l'accident dans le délai d'un mois de sa survenance ou



lorsque les renseignements sollicités ne lui sont pas fournis par la victime pendant plus de six semaines ;

Dans tous les cas, le litige les opposant ne peut être porté devant la justice avant l'expiration du délai consacré à l'offre de transaction ;

En l'espèce, l'accident survenu à la victime, a eu lieu le 30 décembre 2016 ;

La preuve de la connaissance dudit accident par l'assureur dans le délai d'un mois de sa survenance n'est pas rapportée au dossier ;

Il s'ensuit que le délai annal prévu à l'article 231 du code précité n'a commencé à courir qu'à partir du 25 septembre 2017, date du premier courrier adressé par la victime à l'assureur ;

Il est en outre constant qu'à cette date du 25 septembre 2017 l'assureur a invité la victime à lui fournir des pièces complémentaires mais celle-ci ne s'est exécutée que le 24 avril 2018 sans toutefois produire les justificatifs des remboursements des frais de certificats médicaux réclamés ;

Il en découle que la computation du nouveau délai part de cette date du 24 avril 2018 ;

Or, de cette date au 27 novembre 2018, date de l'exploit d'assignation, il s'est écoulé moins d'un an ;

Par ailleurs, il n'est pas contesté que l'assureur a vainement sollicité de la victime le 30 août 2018 la production des pièces justificatives de ses demandes en remboursement de frais ;

Il en ressort au total que le délai d'un an légalement prévu n'a pu être expiré de sorte que la présente action est prématurée ;

Il sied en conséquence de déclarer l'action de la demanderesse irrecevable pour ce motif ;

### **SUR LES DEPENS**

La demanderesse succombe ;

Il y a lieu de la condamner aux dépens ;

### **PAR CES MOTIFS**



Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de la société SONAM GENERALE ASSURANCE et par défaut à l'égard de Monsieur TIDIANE SANOGO, en premier et dernier ressort ;

Déclare l'action de Madame COULIBALY MARIAM irrecevable pour procédure prématurée ;

Condamne la demanderesse aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



N° 00 28 27 99

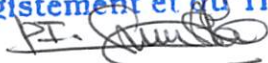
D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le.....27 MARS 2019.....  
REGISTRE A.J. Vol.....F°.....25  
N°.....505.....Bord.....207/59

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre



1. The Commission of the European Communities  
has decided to grant a loan of 100 million  
ECU to the Government of the Republic of  
Ghana for the purpose of financing the  
construction of a new international airport  
at Accra. The loan is to be repaid over a  
period of 10 years.